Investissements: Des résultats en trompe-l'oeil

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 23-05-2013 23:51:34

Le Souss-Massa-Drâa, classé premier récipiendaire dans le Royaume
Centrale thermique, Taghazout Bay, agropole,... les projets porteurs
Le tourisme perd des unités, l'emploi chute, et le foncier bloque toujours

Le CRI propose aussi une extension urgente du port d'Agadir, qui dans son état actuel n'est pas en mesure d'accompagner le développement de la ville. Il constitue ainsi un réel blocage

Crise ou pas, le Souss-Massa-Drâa reste le plus grand récipiendaire des investissements dans le Royaume. En effet, avec des projets structurants comme le lancement de la première centrale du complexe solaire intégré de Ouarzazate, le méga-complexe touristique de Taghazout ou encore le futur agropole, la région caracole en tête du peloton selon le dernier rapport de l'Agence marocaine de développement des investissements (AMDI). Malgré une légère baisse ressentie au niveau de la création d'entreprises, l'activité se maintient globalement dans des secteurs comme le BTP, les fruits et légumes ou encore le tourisme. Le bilan du Centre régional d'investissement (CRI) de la Région Souss-Massa-Drâa au titre de l'année 2012, ce secteur détient la première place avec 50% des investissements engagés. Il est suivi par le secteur des énergies et des mines avec 30%. Le secteur du BTP occupe, pour sa part, la troisième place avec 10% des investissements validés.

Un maintien en trompe-l'oeil au regard des difficultés que traversent ces secteurs, tous hypothéqués par la crise. Si le tourisme capte des investissements d'un côté, il cumule des tristes records de fermeture aussi bien à Agadir qu'à Ouarzazate, ville qui ne compte plus qu'une poignée d'hôtels.

Tous les projets immobiliers censés relancer l'activité économique dans la ville sont handicapés par la spéculation autour du foncier. Un problème qui gangrène aussi le développement urbain à Agadir tributaire de l'expansion du foncier. Une situation, en revanche, nettement plus optimiste à Taroudant où la volonté des responsables locaux accompagne la réalisation d'une grande zone de logistique dans la commune Stah Al Madina. Il s'agit de l'aménagement de plus de 800 hectares qui abritera l'agropole, le complexe agroalimentaire Copag en plus du projet structurant de la zone logistique sans oublier l'ambitieux projet de Lafarge.

En matière d'offre d'emplois, la situation n'est guère reluisante. Le nombre d'insertions pour l'année en cours est de seulement 136 contre 271 postes pour l'année écoulée, soit une baisse de -35%. Selon des statistiques de l'Anapec, le nombre de chercheurs d'emploi en 2013 est de 574 contre 792 en 2012. Ce qui représente une baisse de 27%. Comment s'explique-t-elle? «Tout le monde parle de crise et, découragés, certains jeunes diplômés ne prennent même plus la peine de déposer leurs demandes, convaincus d'avance et par anticipation qu'il n'y aurait pas de retour positif», note un observateur.

Tous ces paramètres conjugués font que les investisseurs restent sur leurs gardes bien que les indicateurs soient encourageants. Les plus téméraires restent bloqués par le peu de disponibilité du

foncier. S'il n'est pas destiné à de grands chantiers, ou bloqué par les plans d'aménagement ou autres, il appartient au domaine forestier. Tenter de l'obtenir n'est pas une mince affaire. L'investisseur doit identifier lui-même un autre terrain pour éventuellement le troquer contre celui appartenant au domaine. Une procédure compliquée, qui peut prendre des années.

Les investisseurs doivent toujours «attendre un peu»

Pour Khalid Nazih, le directeur du CRI du Souss-Massa-Drâa, il y a des indicateurs qu'on ne peut pas démentir comme notamment, la fermeture de certains hôtels à Agadir et à Ouarzazate et d'autres établissements qui menacent de suivre le même chemin. Or, malgré tout, il faut continuer à avancer pour redresser la situation. Il faut plus de souplesse administrative pour faciliter l'investissement. «En tant que CRI, nous ne ménageons aucun effort pour accompagner les investisseurs. Or, nous ne pouvons rien contre le foncier qui constitue un véritable frein.

Et ici, il est pratiquement hypothéqué par les études. Etudes de positionnement du stade, études de positionnement du littoral, etc. Pour les terrains privés, il faut attendre le plan d'aménagement en cours...», explique-t-il. Les meilleurs terrains sont sous la coupe de la municipalité qui invoque à chaque fois le Plan communal de développement, poursuit Nazih. Pour les terrains relevant du domaine forestier, la procédure est longue et difficile. L'implication de certaines collectivités locales est nécessaire pour la réalisation de petits projets d'animation de proximité. Par ailleurs, spéculateurs et administration bloquent les terrains disponibles et l'investisseur doit toujours «attendre un peu», déplore le directeur du CRI, pour qui l'administration est un agent de blocage qui retarde les chantiers. Il y a un problème de gouvernance et les pouvoirs publics doivent donner des signaux forts pour encourager les gens à reprendre confiance. Le débat politique actuel crée une hésitation chez l'investisseur, qui reste en stand-by par manque de visibilité.

L´Economiste